



Didier Lallement

L'hostile, c'est l'homme

Le nouveau préfet de police de Paris a toujours cultivé son image pète-sec, austère et autoritaire.

ILS ONT EU DU MAL à cacher leur joie, à la préfecture de Bordeaux. Parti « l'Ayatollah », et, surtout, bonne chance, les Parisiens. « Rien d'extraordinaire. Dès qu'il fait ses valises pour changer de poste, on sort les bouteilles », raconte un socialiste qui le connaît bien. Cela fait quelques décennies que Didier Lallement, nouveau préfet de police de Paris, vit entouré de la haine de ceux qui ont eu à subir son autorité, que ce soit lorsqu'il était préfet en Saône-et-Loire, dans l'Aisne, dans le Calvados, mais aussi quand il dirigea l'administration pénitentiaire ou le ministère de l'Intérieur. « Il peut démonter un type en réunion comme personne, et sans même hausser la voix. Le type en question lui plantera le couteau dix ans, vingt ans plus tard, et, croyez-moi, ce genre d'éventualité ne l'empêche pas de dormir », rigole un condisciple de la préfectorale.

Filmé vendredi sur les Champs-Élysées, à la veille de l'acte XIX des gilets jaunes, il déambulait, tranquille, sans faire semblant. De la rondeur envers les troupes épuisées, de la faconde, une poignée de main chaleureuse pour étouffer les doutes qui les taraudent, un petit clin d'œil pour l'ambiance ? Pas le genre de la maison. Visage dépourvu de la moindre mobilité et voix métallique, le petit homme fluët a rappelé les règles, qu'il a pourtant eu le plus grand mal à faire respecter à Bordeaux. A peine arrivé à la préfecture de police de Paris (PP), il avait susurré un « je ne tolérerai aucun manquement » qui avait fait craindre à ses interlocuteurs de se retrouver, la nuit venue, avec une tête de jugement au fond du lit.

Tôt le maton

Les règles, c'est son truc.

« Ce n'est clairement pas un comique, et il a un indéniable respect de l'autorité », reconnaît, avec une once d'ironie, le sénateur socialiste Jean-Pierre Sueur, pour lequel Lallement fut chargé de mission, avant de devenir son directeur de cabinet au secrétariat d'Etat aux collectivités locales, de 1991 à 1993. Chez Sueur, ce parfait inconnu, diplômé de l'ISG, l'Institut supérieur de gestion, qui fit ses classes on ne peut plus discrètement à la mairie d'Épinay-sur-Seine, a su se faire apprécier. « Il a fait son chemin en raison de ses compétences techniques. On devait réformer la fonction publique territoriale, et Lallement était le roi des décrets bien torchés et des grilles indiciaires qui tenaient la route. Je l'ai promu directeur de cabinet en raison de sa rigueur », poursuit Sueur.

Devenu dircab, Lallement affirme son caractère. « Le mot "psychorigide" a été créé pour lui », balance un ancien membre du cabinet de Paul Quilès, pour lequel il a également travaillé. Constat partagé par d'autres « camarades » croisés chez Jean-Pierre Chevènement en 1997.

Il passe pour un préfet de gauche, ancien sympathisant du Cérés (courant chevènementiste), mais il se montre plus souple envers les politiques qu'envers ses subordonnés. Quand il devient directeur de l'administration pénitentiaire, au début des années 2000, il croise la route de Dominique Perben, alors garde des Sceaux. Ils s'entendent fort bien. A la pénitentiaire, on tombe de haut. « On croyait avoir affaire à un type de gauche, mais il était très au-

toritaire et très à l'aise avec le virage sécuritaire voulu par le gouvernement. »

Perben le choisit même comme directeur de cabinet quand il devient

ministre des Transports et de l'Équipement. « A certains copains du PS qui s'étonnaient de le voir passer de Quilès et Chevènement à Perben, il répondait : "Moi, je sers l'Etat", ce qui est bien pratique, finalement. Lallement est tout simplement un fanatique de l'obéissance, et les politiques ont besoin de ce genre de profil », s'amuse un ancien ministre socialiste.

En carafe à Bordeaux

Proche de Manuel Valls et d'Alain Bauer, il devient secrétaire général du ministère de l'Intérieur en 2012.

« Un poste où on serre les boulons, ça lui va comme un gant », rigole un député PS. Valls tente de l'imposer à la préfecture de police de Paris, mais Hollande, qui n'a guère confiance, bloque sa nomination.

C'est le poste de sa vie, et il attend son heure. « Il avait raison, il n'y avait que lui pour le job, il suffisait de se montrer habile », raconte un préfet. A Bordeaux, il est dans les petits papiers du maire, comme toujours, et cultive des liens aussi discrets qu'intenses avec la Macronie. Le 6 décembre 2018, une réunion des élus LRM et des élus du grand Sud-Ouest est organisée à l'Assemblée pour évoquer les prochaines échéances électorales. Au mépris des règles qui veulent qu'un préfet ne se mêle pas de politique, il accepte de s'y rendre. La réunion sera annulée pour cause de manif des gilets jaunes.

Soucieux peut-être d'ajouter une touche d'humanité à son profil de dégommeur, il a un jour fait savoir qu'il était membre de la Confrérie du Beaujolais. Il doit y mettre une de ces ambiances.

Anne-Sophie Mercier